

Brochure n° 3005-II

**Conventions collectives nationales
et accords nationaux**

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
Tome II : Ouvriers
(4^e édition. – Mars 2003)

ACCORD PARITAIRE DU 1^{ER} DÉCEMBRE 2004
RELATIF À LA VALEUR DES SALAIRES MINIMA
POUR L'ANNÉE 2005
(AUVERGNE)
NOR : ASET0550086M
IDCC : 1702

Entre :

La fédération des travaux publics de la région Auvergne,

D'une part, et

La section construction et bois Auvergne CFTD ;

La construction CGT ;

Le BTP Force ouvrière ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

*Barèmes salariaux minima pour les ouvriers
des travaux publics en Auvergne*

Pour l'année 2005, les valeurs minima annuelles des catégories et coefficients de la classification des ouvriers des travaux publics s'établissent comme suit, en Auvergne, sur la base de travail égale à 35 heures par semaine ou à 35 heures en moyenne sur l'année.

NIVEAU	POSITION	COEFFICIENT	VALEUR annuelle de point	SALAIRES MINIMA annuels (base 35 heures)
I	1	100	152,03	15 203,00
	2	110	139,36	15 329,60
II	1	125	125,85	15 731,25
	2	140	125,85	17 619,00
III	1	150	125,85	18 877,50
	2	165	125,64	20 730,60
IV		180	125,64	22 615,20

Rappel : aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC en vigueur.

Article 2

Date et durée d'application

Les dispositions qui précèdent s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2005 et pour l'année 2005.

Elles annulent et remplacent celles de l'accord du 8 décembre 2003 et applicables pour l'année 2004.

Article 3

Champ d'application

Le présent accord est applicable au personnel ouvriers des entreprises de travaux publics de la région Auvergne (Allier, Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme), étant entendu que la convention collective citée en préambule a été étendue.

Article 4

Dépôt

Le présent accord sera déposé pour extension, conformément aux dispositions du code du travail, à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du Puy-de-Dôme et transmis, pour information, aux directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire ainsi qu'aux conseils de prud'hommes de la région Auvergne.

Fait à Clermont-Ferrand, le 1^{er} décembre 2004.

(Suivent les signatures.)